

Mali/Justice

Un jihadiste poursuivi pour crimes de guerre présenté à la CPI

AFP
La Haye/Pays-Bas

Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud est accusé de viols, tortures et destructions de patrimoine à Tombouctou.

UN jihadiste malien a fait sa première apparition devant la justice internationale hier, accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité : des viols, tortures et destructions de patrimoine à Tombouctou.

Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud est accusé d'avoir participé en 2012 et 2013 à la démolition de mausolées dans la ville malienne et d'être responsable de viol et d'esclavage sexuel commis dans le contexte de mariages forcés.

Des accusations de torture pèsent également contre le jihadiste, qui a été remis à la Cour pénale internationale (CPI) par les autorités maliennes samedi et transféré au centre pénitentiaire de la Cour, à La Haye.

Lors de sa première appa-

rition à la CPI, Al Hassan, cheveux rasés et petit bouc, a confirmé en arabe son identité et a déclaré qu'il avait été informé des accusations portées contre lui et de ses droits.

Al Hassan a attentivement et calmement écouté la brève prise de parole du juge unique, Marc Perrin de Brichambaut, lui indiquant qu'il n'était "pas nécessaire" de lire toutes les charges qui pèsent contre lui.

"J'ai été placé dans une pièce avec une caméra de surveillance", s'est plaint d'un ton calme le Malien, vêtu d'un costume bleu marine, chemise rose et cravate marron à losanges. "Mon client m'a informé que ses conditions de détention nuisent à sa dignité et au respect de sa vie privée", a déclaré son avocat, Yasser Hassan, "désigné il y a moins de 24 heures".

"Il s'agit d'une pratique courante", a répondu le juge, ajoutant que l'objet de la séance n'était pas de "discuter des conditions de détention".

FLAGELLATIONS ET TORTURE. Al Hassan, 40 ans, aurait été membre du groupe jihadiste Ansar Ed-dine et commissaire de la



Photo : AFP

Accusé de viols, tortures et destructions de patrimoine à Tombouctou, le jihadiste Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud a été présenté à la CPI hier.

police islamique à Tombouctou. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par la CPI le 27 mars. Il faisait partie des groupes armés qui ont pris le contrôle de la région reculée du nord du Mali en 2012 et "imposé leur vision de la religion, par la terreur, à une population locale qui n'y adhérerait pas", selon le mandat d'arrêt.

L'homme d'origine malienne avait sous son contrôle environ 40 policiers islamiques et "a joué un rôle de premier plan dans la commission de crimes, ainsi que dans la

persécution religieuse et sexiste", poursuit-il.

"Toutes les infractions" aux lois islamiques strictes étaient "punies par des flagellations, des tortures pendant la détention et la destruction de sites consacrés à des pratiques religieuses", précise le mandat.

On lui reproche aussi la participation "à la politique de mariages forcés dont des Tombouctiennes ont été victimes, qui ont donné lieu à des viols répétés et à la réduction de femmes et de jeunes filles à l'état d'esclaves sexuelles", a indiqué le procureur de

la CPI, Fatou Bensouda.

EMOTION A TOMBOUCTOU. Une vague de destructions avait déferlé sur Tombouctou, fondée entre le 5e et le 12e siècles par les tribus touaregs et qui a été surnommée "la ville des 333 saints" pour le nombre de sages musulmans qui y sont enterrés. L'arrestation du jihadiste a été accueillie à bras ouverts à Tombouctou.

"Dieu a fait son œuvre. Al Hassan aujourd'hui arrêté ! C'est l'œuvre de Dieu. Il ne dort pas. Il a toujours veillé sur Tombouctou. Ils (les jihadistes) ont profané des tombes. Ils ont violé des femmes. C'est maintenant à leur tour d'être jugés", s'est exclamé un ancien élu, qui a voulu rester anonyme "par peur de représailles".

"C'est une avancée très importante dans la lutte contre l'impunité", a abondé Moctar Mariko, président de l'Association malienne des droits de l'homme (AMDH).

"Il faut absolument que justice soit rendue, que les autres assassins, criminels soient recherchés, arrêtés et jugés", a-t-il déclaré à l'AFP, ajoutant qu'il y avait des preuves accablantes contre Al Hassan.

L'Afrique en bref

• **Cameroun / Enlèvement.** 12 otages occidentaux libérés en zone anglophone

Douze touristes italiens et suisses, enlevés à une date indéterminée en zone anglophone du Cameroun, ont été libérés lundi par l'armée camerounaise, a annoncé hier Yaoundé, alors que la communication autour du conflit entre les séparatistes anglophones et l'armée se réduit de plus en plus.

• **Libye/Justice.** Saadi Khadafi acquitté pour le meurtre d'un entraîneur

La Cour d'appel de Tripoli a acquitté mardi Saadi Khadafi, troisième fils de l'ancien dictateur Mouammar Kadhafi, du meurtre en 2005 d'un entraîneur de football, Bachir al-Rayani, a-t-on appris hier de source judiciaire.

• **Soudan / Politique.** L'opposant Sadek al-Mahdi accusé de vouloir renverser le régime

Le procureur de la sûreté de l'Etat soudanais a accusé l'ancien Premier ministre et principal dirigeant de l'opposition soudanaise, Sadek al-Mahdi, de collaboration avec les rebelles pour renverser le régime du président Omar el-Béchir, selon un média soudanais.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique.** L'Amérique rend hommage à Martin Luther King



L'Amérique rendait hommage hier à Martin Luther King, l'icône de la lutte pacifique contre les inégalités raciales, assassiné il y a 50 ans à Memphis (Tennessee) par un ségrégationniste blanc, un combat toujours d'actualité.

• **France / Politique.** Moins de parlementaires, plus de proportionnelle

Le gouvernement français a décidé de réduire de 30% le nombre des parlementaires et d'introduire une dose de 15% de proportionnelle pour les législatives à compter de 2022, a dévoilé hier le Premier ministre Edouard Philippe.

• **Turquie-Iran-Russie/Diplomatie.** Appel à un "cessez-le-feu durable" en Syrie

Les présidents turc Recep Tayyip Erdogan, russe Vladimir Poutine et iranien Hassan Rohani se sont engagés hier lors d'un sommet à Ankara à coopérer en vue de parvenir à un "cessez-le-feu durable" en Syrie, selon un communiqué publié à l'issue de la réunion.

RDCongo/Crise

Visite sous tension du haut-commissaire aux réfugiés

AFP
Kinshasa/RDCongo

Kinshasa accuse Onu et ONG d'exagérer la crise humanitaire dans le pays.

LE haut-commissaire aux réfugiés des Nations unies, Filippo Grandi, a commencé hier une visite officielle en République démocratique du Congo où les autorités accusent l'Onu et les ONG d'exagérer la crise humanitaire

dans le pays. Arrivé mardi à Kinshasa, M. Grandi "s'entretiendra avec les hautes autorités du pays, les membres du gouvernement, la communauté humanitaire et diplomatique ainsi qu'avec des réfugiés urbains", a indiqué le HCR dans un communiqué.

"M. Filippo Grandi se rendra ensuite dans plusieurs localités de l'est du pays afin d'évaluer la situation humanitaire et de s'entretenir avec des réfugiés et des personnes déplacées".



Photo : AFP

Les autorités de Kinshasa (ici le ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu) accusent l'Onu, notamment, d'exagérer la crise humanitaire en RDC.

placés internes.

"Bien entendu, 100 millions de dollars par rapport au milliard qui est exigé, ce n'est peut-être pas suffisant. Mais le gouvernement agit avec la politique de ses moyens", a ajouté le ministre. "Nous ne sommes pas fermés par rapport à toutes les contributions dans le cadre de la solidarité internationale qui peuvent venir des partenaires".

La RDC comptait 4,5 millions de déplacés internes, au 31 décembre 2017, selon le bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha).

Kinshasa a estimé vendredi à 231 241 le nombre de déplacés internes, a déclaré Bernard Biango, ministre des Affaires humanitaires.

• **Monusco : départ en 2020 ?** Kinshasa souhaite le départ en 2020 de la mission des Nations unies (Monusco) présente depuis 1999 en République démocratique du Congo, a indiqué mardi le ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu.

"10 millions de dollars seront décaissés" en faveur des réfugiés congolais de retour au pays ou des dé-

C'est arrivé...

Un adolescent perdu pendant 12 heures dans les égouts

UN adolescent a été secouru après 12 heures passées dans l'obscurité et l'air potentiellement toxique de l'immense réseau d'égouts de Los Angeles, à plus de 1,5 kilomètre de là où il était tombé.

"Je priais pour ne pas mourir", a raconté Jesse Hernandez, 13 ans, à la chaîne NBC après l'opération qui a mobilisé une centaine de pompiers.

Il fêtait Pâques en famille dimanche dans un parc de Los Angeles quand vers 16H30, il est entré dans un bâtiment abandonné avec ses amis et a sauté sur une planche qui s'est cassée, le précipitant dans le réseau d'eaux usées.

Averti par des témoins, plus d'une centaine de pompiers sont rapidement arrivés sur les lieux, ses proches passant la nuit dans le parc dans l'attente de nouvelles.

"Tout était silencieux. On n'entendait que l'eau couler et on ne voyait rien. C'était tout noir", a confié Jesse Hernandez.

Il n'a été retrouvé que le lendemain à l'aube, à 1,6 kilomètre de là où il était tombé.

Le garçon a dû être décontaminé, mais est en bonne santé.

"Merci de m'avoir aidé et cherché pendant tout ce temps", a-t-il déclaré.

... à Los Angeles (Etats-Unis)